ASSEMBLÉE NATIONALE

17 octobre 2024

PLFSS POUR 2025 - (N° 325)

Retiré

AMENDEMENT

N° AS1163

présenté par

M. Lioret, M. Ménagé, M. Taché de la Pagerie, Mme Bamana, M. Bentz, M. Bernhardt,
Mme Delannoy, Mme Dogor-Such, M. Dussausaye, M. Florquin, M. Frappé, Mme Levasseur,
Mme Mélin, M. Muller et Mme Ranc

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 17, insérer l'article suivant:**

Après l'article L. 322-5-2, du code de la sécurité sociale, est inséré un article L. 322-5-2-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 322-5-2-1. – I. – Les entreprises de transport sanitaire vérifient, avant chaque prise en charge, les droits du patient à bénéficier du transport sur une interface dédiée fournie par l'assurance maladie. Ce dispositif permet de s'assurer que le patient est bien éligible à une prise en charge et que le transport correspond à une prescription en cours de validité.

« II. – Si le patient n'est pas éligible à une prise en charge ou si la prescription a expiré, le transport n'est pas remboursé. Le non-respect de cette obligation expose les entreprises à des pénalités financières et à une suspension de leur conventionnement avec l'assurance maladie.

« III. – Les patients signent une attestation de transport après chaque déplacement pris en charge par l'assurance maladie, confirmant que le transport a bien été réalisé pour des raisons médicales conformes à la prescription.

« IV. – Cette attestation est transmise à l'assurance maladie sur une plateforme numérique et un contrôle aléatoire peut être effectué pour vérifier la conformité de l'utilisation du transport avec les prescriptions médicales. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement est un amendement d'appel.

La fraude liée au transport sanitaire représente un enjeu financier majeur pour le système de santé français, notamment à travers la surfacturation, les prescriptions médicales abusives et l'utilisation non justifiée des services de transport pris en charge par l'assurance maladie.

Pour lutter contre ces abus, cet amendement vise à responsabiliser les patients et à instaurer une vérification préalable systématique de leurs droits.

En vertu de ces vérifications d'éligibilité et de prescriptions en cours de validité, les utilisations abusives de transports sanitaires réduiront ainsi drastiquement, tandis que la signature d'une attestation de transport à posteriori de celui-ci, permettra un meilleur contrôle pour l'assurance maladie.